



N°14

2024

FORÊTS VIVANTES

La lettre du WWF France sur les forêts



Cette publication est conçue pour être diffusée par voie électronique et lue à l'écran (Mode Plein écran)

A la une

VERS UNE MOBILISATION TRANS-PARTISANE POUR LES FORÊTS ?



Jean Burkard,
Directeur du Plaidoyer

La santé des forêts se dégrade sous l'effet conjugué du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, ce qui impose de changer nos politiques forestières.

Dans cette recherche d'une plus grande résilience des forêts, indispensable à la survie de la filière comme de la nature, il est nécessaire d'engager une concertation large et transpartisane que la nouvelle configuration de l'Assemblée nationale pourrait favoriser. La précédente législature avait en effet vu des tentatives, sur différents côtés de l'hémicycle, pour inciter et reconnaître l'engagement des gestionnaires en faveur des meilleures pratiques et en faveur d'un dialogue renforcé en matière d'adaptation des paysages forestiers au changement climatique. Elles doivent être le terreau d'un pacte sociétal pour la forêt.

Les solutions sont connues : elles doivent se concevoir au regard des faits, des vulnérabilités et potentialités des peuplements forestiers, en s'appuyant sur la science et les solutions fondées sur la nature. A ce titre, il a été établi dans le bilan dressé par les services de l'Etat que les plantations finan-

cées depuis 2021 (plans France relance, France 2030, puis désormais un fonds pérenne) vont à rebours du consensus scientifique appelant à la diversification des forêts et à des sylvicultures plus douces et progressives¹.

L'adaptation de la politique forestière doit répondre aux défis de la dégradation du puits de carbone forestier, de la perte de biodiversité et de l'uniformisation des peuplements forestiers. Elle doit également favoriser la compétitivité et l'innovation des industries du bois par le développement de capacités de transformation au plus proche des bassins d'approvisionnement, en priorisant les usages à longue durée de vie et la valorisation des essences feuillues, richesse des forêts françaises.

En 2023, des députés de bords différents ont appelé à un débat parlementaire. Des propositions ont été réfléchies pour une grande loi forestière, une réforme de la fiscalité et des dispositifs d'aides financières, ainsi que pour une amélioration de la gouvernance et de la concertation, à l'échelle nationale comme dans les territoires. N'attendons pas la prochaine catastrophe, tempête ou grands incendies destructeurs pour engager les évolutions nécessaires ! ■

¹ Le bilan du plan France relance, doté de 150 M€, a ainsi consisté en 88 % de surfaces transformées après coupe rase, soit 32 000 ha en 2 ans, y compris en zones Natura 2000 et sans évaluation d'incidence. Plus de 30 % des surfaces plantées ont remplacé des forêts qui ne présentaient pas de vulnérabilité face au changement climatique (peuplements dits "pauvres économiquement"). La première essence plantée est une essence exotique, le douglas, implantée en monoculture. Les règles n'ont que peu évolué dans les plans ultérieurs.

→ PROTÉGER LES HAUTS LIEUX

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Les forêts à haute valeur de conservation, intactes ou particulièrement riches en espèces menacées ou endémiques, constituent des "hauts lieux". Leur protection est une priorité. Derrière de grandes espèces charismatiques et des lieux emblématiques se cachent l'extraordinaire biodiversité des forêts.

Guyane



Des gardiens locaux pour veiller sur le fleuve Maroni

Le fleuve Maroni sépare la Guyane française du Suriname. C'est un espace de vie pour les communautés locales et autochtones qui habitent sur ses deux rives. Son bassin versant de plus de 6,5 millions d'hectares est couvert de forêt tropicale humide. Mais l'orpaillage illégal y fait des ravages, détruit le lit de ses affluents et les contamine au mercure depuis plus de 30 ans. Les populations locales en sont les premières victimes, notamment dans le Haut-Maroni où sont établis des villages des peuples autochtones Wayana et Teko. Démunies, les communautés ont peu de moyens d'actions face à ce fléau. En réponse à cela et grâce à une relation de confiance bâtie sur le long terme, le WWF France en Guyane et les autorités coutumières locales ont co-construit un projet visant à renforcer leurs capacités de s'informer et d'agir de manière autonome pour la préservation de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie.

Ce projet de 3 ans est coordonné par le WWF et soutenu financièrement par l'Office français de la biodiversité et la Fondation Anyma. Lancé sur le terrain en juin 2023, il a pour objectif de mettre à disposition de 4 "gardiens" recrutés dans les villages des outils de collecte et de suivi de données clés de leur environnement : cartographie de l'or-



↑ Les 4 "gardiens" recrutés dans les villages

paillage, qualité de l'eau et inventaires de la faune. Outre l'intérêt de ces informations, ces activités permettent aussi de créer des emplois dans un territoire où les opportunités d'embauche sont rares. Enfin, un projet de pisciculture expérimental, avec des espèces locales et s'appuyant sur des techniques traditionnelles issues de communautés autochtones, sera testé. ■



Pour en savoir plus

Nouvelle-Calédonie



Au chevet des ripisylves calédoniennes

Le constat devient indiscutable : la Nouvelle-Calédonie va connaître des bouleversements climatiques avec des sécheresses très sévères et des pluies plus violentes. De fait, préserver et restaurer les forêts des bords de cours d'eau (aussi appelées ripisylves) va non seulement permettre de préserver les terres agricoles mais aussi limiter l'asphyxie des récifs coralliens par les apports terrigènes.

Grâce au financement de l'initiative KIWA, un programme multi-bailleurs pour la résilience climatique via les Solutions Fondées sur la Nature, le WWF et la Chambre d'Agriculture et de la Pêche ont lancé le premier projet de préservation des ripisylves en Nouvelle-Calédonie. Il est nommé PERENNE. Le projet est aujourd'hui au milieu du gué avec des actions qui répondent à 3 volets :

- **connaître**, avec la création d'une méthode de diagnostic des ripisylves dont une version simplifiée utilisable par les acteurs non experts, l'inventaire du cortège d'espèces végétales natives de ces milieux à mobiliser en restauration, et l'identification des méthodes adaptées au contexte local de restauration/protection des ripisylves ;
- **réparer**, avec le renforcement de 2 associations locales pépiniéristes pour la production des 16 000 arbres nécessaires, le lancement d'un premier chantier de restauration et la mobilisation de 9 agriculteurs pour de futurs chantiers ;
- **partager**, avec l'engagement de 2 collégiés de Bourail comme ambassadeurs de la ripisylve.

Rendez-vous mi-2025 pour partager les avancées malgré le contexte de crise que traverse la Nouvelle-Calédonie, qui va également demander adaptation et résilience ! ■



↑ Enfants plantant lors du chantier de lancement du projet PERENNE sur les rives de la Néra



[Page de présentation du projet sur le site de KIWA](#)



[Vidéo de présentation du projet](#)

→ RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Certains territoires sont aujourd'hui écologiquement dégradés et leurs forêts contribuent de moins en moins au bien-être de tous leurs habitants. Plus que jamais, la restauration des forêts dégradées est une entreprise difficile, mais ô combien stratégique.

Monde

L'humain est au cœur de l'objectif de restauration des forêts dégradées

La restauration des paysages forestiers (FLR en anglais) constitue une priorité mondiale depuis le lancement de la Décennie de la restauration des écosystèmes par l'ONU : c'est l'un des volets de la stratégie d'actions du WWF visant à inverser la perte et la dégradation des forêts.

Comme le démontre le portfolio de projets développés par le WWF depuis 2004, les humains sont un élément central d'une restauration réussie. Pour autant, les aspects humains sont parfois encore insuffisamment inclus dans les projets, faute principalement de moyens financiers et de spécialistes mobilisables sur nos projets.

L'étude publiée en juin dernier lors du dernier Congrès de l'Union internationale pour la recherche forestière (IUFRO) et développée en partenariat avec WWF (dont WWF France), la Society for Ecological Restoration (SER) et l'Université de Lausanne, montre notamment que la négociation des objectifs de restauration à long terme, la résolution des conflits ou les consultations multipartites sont indispensables au succès des projets



et requièrent beaucoup d'attention. Différentes raisons humaines sous-jacentes déterminent pourquoi les gens restaurent, voire détruisent, les forêts. En comprendre les causes profondes est clé. Bien plus qu'une action consistant à «planter des arbres», la restauration durable de forêts dégradées demande de régler ou accompagner certains problèmes humains du territoire. ■

 [Pour en savoir plus](#)

Bataille acharnée pour réparer le Vivant

Le 17 juin dernier, le Conseil Environnement de l'Union Européenne (UE) a finalement adopté la loi sur la restauration de la nature, marquant la dernière étape de plusieurs années de rebondissements. Avec une majorité de 20 pays, représentant 66 % de la population, la loi a été officiellement approuvée. C'est une victoire et un grand espoir pour la nature européenne.

Cette loi vise à restaurer 20 % des écosystèmes dégradés de l'UE d'ici 2030 et la totalité d'ici 2050, en ajoutant également des objectifs assortis de délais en fonction des écosystèmes, des habitats et des espèces. Les forêts dégradées, par les incendies, les changements climatiques ou une gestion passée inappropriée, pourront en bénéficier. La restauration des écosystèmes ne consiste

pas seulement à sauver la flore et la faune, elle restaure bien d'autres services d'intérêt général et présente des avantages socio-économiques. Elle est également fondamentale pour faire face à la crise climatique.

Il reste désormais aux États membres à mettre en œuvre correctement et sans délai cette législation dans chaque pays. Pour la France, le WWF France y veillera, que cela soit pour les zones humides, le littoral, les espaces agricoles et bien sûr les forêts.

Cet aboutissement fait suite à une mobilisation populaire massive au cours des dernières années, avec plus d'un million de signatures et de messages de citoyens, des appels répétés de plus de 6 000 scientifiques, de plus de 100 entreprises, d'organisations de jeunesse et de la société civile de nombreux secteurs. Mobilisé, le WWF se félicite de cette réussite. ■



↑ Restaurer les forêts alluviales dégradées est une priorité en Europe.

 [Pour en savoir plus](#)

→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Exploiter des ressources naturelles sans déboiser ni dégrader la qualité des forêts est un impératif. Transformer les règles des marchés, éliminer les activités illégales et promouvoir les certifications crédibles font partie des solutions.

Hexagone



Plaidoyer du WWF pour les forêts : de lourds chantiers

Depuis 2020, le WWF intervient au sein d'un collectif rassemblant 6, puis désormais 7 ONG de protection de l'environnement (Comité français de l'UICN, France Nature Environnement, Humanité et Biodiversité, la Ligue pour la Protection des Oiseaux, Réserves Naturelles de France et Canopée Forêts vivantes), pour porter ensemble un plaidoyer pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux dans la gestion et les politiques forestières.

A la suite de notre mobilisation lors des Assises de la forêt et du bois en 2021-2022, notre implication collective porte désormais sur les processus qui en sont issus, tels que le Plan National d'Actions "Vieux bois et forêts subnaturelles", le plan d'actions "Sols forestiers", la feuille de route "Travaux forestiers et espèces protégées", ou encore la transposition de la directive européenne sur les énergies renouvelables, qui renforce les exigences de durabilité du bois énergie.

En outre, de nouveaux chantiers ont émergé ces derniers mois, tels que le lancement d'un plan de renouvellement des forêts à la suite de l'annonce du président de la République de "planter 1 milliard d'arbres", le décret encadrant les obligations légales de débroussaillage ou encore deux propositions de loi issues de députés en 2023, qui n'ont toutefois pas pu être examinées avant la dissolution de l'Assemblée nationale décidée le 9 juin, et dont l'avenir est incertain.

Sur tous ces sujets et d'autres encore, la coordination inter-ONG permet de porter des propositions enrichies des expertises complémentaires des 7 organisations. Nous continuerons à nous mobiliser pour des forêts vivantes ! ■



 [Pour en savoir plus](#)

Quels choix faire pour les forêts françaises en 2100 ?

Le changement climatique et ses impacts sur la santé des forêts françaises constituent des motifs de préoccupation élevée tant vis-à-vis des services écosystémiques (biodiversité, protection des sols et de l'eau, séquestration de carbone...), que de l'état des usages et de la structuration de la filière forêt-bois.

Or, les politiques publiques mises en œuvre actuellement interrogent quant à leurs effets potentiels à moyen et long terme : planter 1 milliard d'arbres, comme le président de la République l'a annoncé en octobre 2022 à la suite des incendies importants de l'été, est-il une bonne solution, ou au contraire un facteur de risques supplémentaires ? Les conditions dans lesquelles l'adaptation des forêts est aujourd'hui financée permettent-elles de présager que les forêts de demain seront plus résilientes que celles d'aujourd'hui, ou au contraire, la faible diversification des essences plantées est-elle un facteur d'affaiblissement porteur d'échecs à répétition ? Les usages du bois sont-ils amenés à évoluer, sous la pression du développement des biocarburants aériens ou de la chimie du bois ? etc.

Pour tenter de répondre à ces questions, le WWF France a lancé, avec l'aide du cabinet Carbone 4 et du Laboratoire des déviations écologiques, une étude prospective sur les forêts à l'horizon de la fin du siècle. Elle s'appuie également sur un comité d'experts.

Trois scénarios contrastés sont en cours d'élaboration, pour une publication attendue à l'automne 2024. Alors que les feuilles des arbres tomberont, vous découvrirez quelles conséquences pourraient avoir nos choix politiques sur les forêts en 2100 ! ■



Les politiques publiques mises en œuvre actuellement interrogent quant à leurs effets potentiels à moyen et long terme

→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

Brésil



Amazonas : collecter le caoutchouc sauvage pour protéger la forêt

Grâce à l'appui de la Fondation Michelin, les WWF France et Brésil œuvrent à la structuration de la filière caoutchouc sauvage dans l'Etat d'Amazonas. Initiée en 2019, la première phase du projet a déjà permis de redynamiser la filière. Cette initiative a permis d'orienter les communautés locales vers la récolte de caoutchouc en forêt, et de les détourner d'activités forestières illégales (orpaillage). Le modèle du caoutchouc sauvage est original : produire du latex à partir de l'hévéa, arbre

natif de la région, au sein même de la forêt, et sans détruire l'écosystème. Cette production génère des revenus pour les communautés locales.

Aujourd'hui, 145 000 hectares de forêt amazonienne restent préservés grâce à la production de caoutchouc sauvage dans cinq municipalités de la région Amazonas : Canutama, Pauini, Manicoré, Eirunepé et Itacoatiara (région de Manaus). En 2023, ce sont plus de 130 tonnes de caoutchouc naturel qui ont été produites et vendues, représentant un revenu de 1,8 millions de réals brésiliens (plus de 300 000 €) pour les opérateurs.

Le projet entre désormais dans une seconde phase pour la période 2024-2027, visant le développement d'un modèle économique viable qui fonctionnerait à terme indépendamment des sources de financement actuelles. Les objectifs pour cette phase sont entre autres de préserver directement 280 000 hectares, impliquer 800 familles et produire 280 tonnes de caoutchouc sauvage. ■

↑ Villageois travaillant à l'extraction du caoutchouc sur l'hévéa, à Novo Aripuanã dans l'Etat d'Amazonas au Brésil.

 [Pour en savoir plus](#)

Hexagone

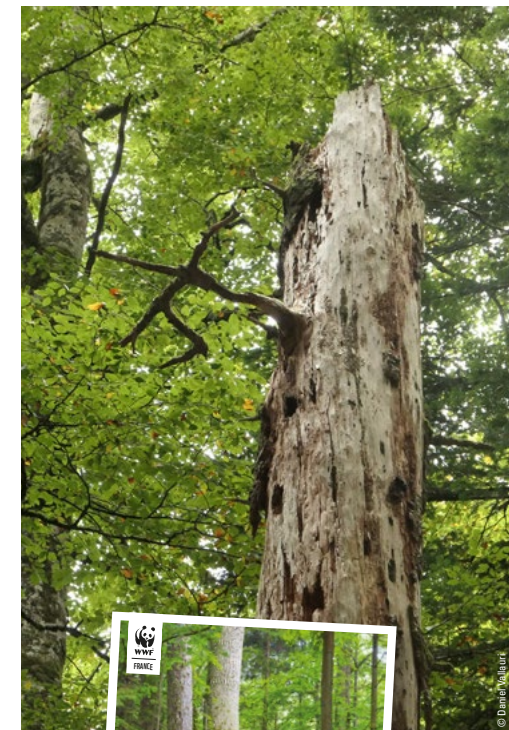


Estimer l'impact carbone d'un projet forestier

Face à la crise climatique et à l'urgence qui l'accompagne, la problématique de l'empreinte carbone de nos activités se place au centre des débats socio-économiques et politiques. A ce titre, l'impact carbone des projets forestiers, identifiés comme un moyen important de séquestration du carbone, est de plus en plus valorisé, y compris financièrement : crédit carbone pour la compensation ou contribution carbone volontaire, Paiements pour Services Écosystémiques (PSE). Le WWF s'intéresse à cette question avec l'objectif de proposer une "Boîte à outils carbone forestier", développée dans le cadre d'un contrat de coopération technique avec Sylvamo.

L'un des livrables prévus vient de paraître. Le rapport "Estimer l'impact carbone d'un projet forestier" propose une analyse factuelle des différentes approches et paramètres carbone considérés par plusieurs initiatives, petites comme grandes, locales comme internationales. Des recommandations sont formulées pour assurer une estimation du carbone additionnel fiable et crédible des projets forestiers dans l'Hexagone. Ces recommandations concernent les cadrages généraux de l'estimation (gouvernance, transparence et clarté, diversité des pratiques sylvicoles concernées), l'opérationnalisation des estimations carbone (compartiments considérés, plages de temps et emprise spatiale), les formules permettant les estimations par compartiment, les scénarios de référence (en lien avec l'additionnalité), la prise en compte des risques (abattements) et les mécanismes de suivi et évaluation mis en œuvre pour vérifier la réalité des impacts au fil d'un projet forestier. Un sujet touffu, mais indispensable à bien comprendre pour faire les bons choix. ■

 [Pour en savoir plus](#)



→ LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

La transition écologique est en marche. Le modèle des activités fondées sur les ressources et services des forêts doit être revisité. A commencer par les cycles de production-consommation-recyclage des produits forestiers, pour faire la preuve de leur durabilité. Innovation requise.

Hexagone



Nature Impact : les 5 premiers lauréats sont...

En mai 2023, le premier appel à projets de l'initiative Nature Impact a été lancé par le WWF France. Il ciblait plus particulièrement les forêts des Pyrénées et les espaces à haute valeur de conservation de l'Hexagone.

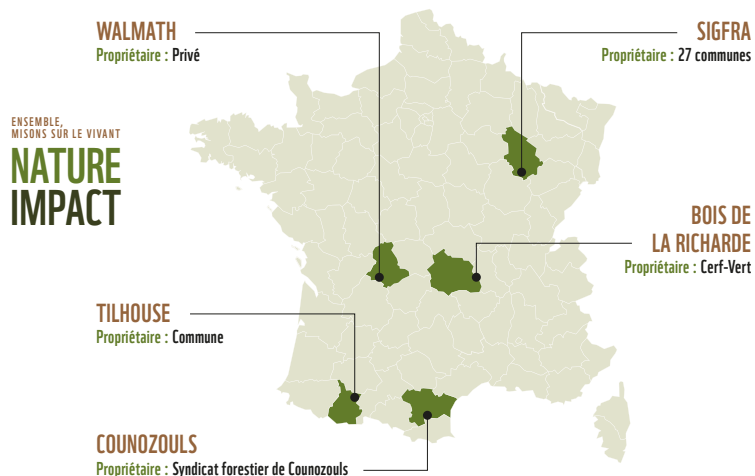
Après une longue phase d'instruction et l'avis du comité technique de l'initiative, cinq projets lauréats ont été


sélectionnés et seront financés pour un montant total de 3 millions d'euros. Ces projets d'une grande qualité ont comme point commun leur impact en faveur de la biodiversité et du climat. Ils illustrent également la diversité de la propriété forestière dans l'Hexagone. En effet, la taille des forêts des projets varient de 25 à 4000 hectares.

Les projets mobilisent pas moins de 47 bénéficiaires dont des propriétaires privés, 28 communes propriétaires, quatre gestionnaires forestiers privés, deux unités territoriales de l'ONF, deux Conservatoires d'Espaces Naturels et deux associations naturalistes.

Le fort engagement des propriétaires en faveur de la biodiversité se traduit par la mise en place de pratiques telles que la pleine naturalité et la désignation d'arbres habitats vivants (cf. le [Référentiel de pratiques Nature Impact](#)), à des seuils allant au-delà de la gestion courante. Les cinq projets ont fait le choix d'inscrire leurs engagements sur le temps long, via la signature devant notaire d'obligations réelles environnementales d'une durée de 99 ans.

Ces projets sont en cours de mise en place et les actions débutent. Un prochain appel à projets de Nature Impact est attendu en 2025. ■



 [Présenter un projet forestier à l'appel à projets Nature Impact](#)

Un nouveau site pour Nature Impact !



Afin de regrouper toutes les informations sur l'initiative Nature Impact dans un seul espace, le WWF France vient de lancer un site internet dédié. Le site a été réfléchi avec plusieurs entrées permettant à chaque profil d'utilisateur de retrouver les bonnes informations au bon endroit :

- la page d'accueil du site internet Nature Impact présente le cadre, la mission, les objectifs et le fonctionnement de l'initiative et permet aussi de comprendre le rôle essentiel des PSE grâce à une vidéo pédagogique réalisée en motion design ;
- les propriétaires forestiers qui veulent en savoir plus ou soumettre leur projet pourront également retrouver toutes les informations les concernant sur la page qui leur est dédiée : page à surveiller dans les mois à venir, un nouvel appel à projets y sera mis en ligne en 2025 ;
- une autre page du site s'adresse aussi spécifiquement aux entreprises et grands donateurs qui souhaitent contribuer à soutenir l'initiative : elle leur donne toutes les informations nécessaires pour devenir mécène ;
- enfin, la page contact permet à chacun de poser toutes les questions nécessaires aux membres de l'équipe Nature Impact.

Le contenu du site continuera d'être actualisé au fur et à mesure des nouvelles actualités de ce programme phare du WWF France. ■

 [Pour en savoir plus](#)

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Le monde ne suffit pas. Les ressources des forêts sont limitées, le gaspillage n'est plus possible. Apprendre à mieux consommer et recycler fait partie des solutions que chacun peut mettre en œuvre pour préserver les forêts.

Hexagone



Penser la filière forêt-bois dans un monde fini

Les ressources forestières sont aujourd'hui à la fois cruciales pour nos sociétés et sous tension. Malgré leur rôle décisif dans l'atténuation du changement climatique, les forêts qui produisent ces ressources, les plus proches comme les plus lointaines, ne sont pas inépuisables ; et elles souffrent du changement climatique.

Nous consommons du bois pour le transformer en matériaux de construction, en papier et carton, en mobilier mais aussi en énergie (chaleur, électricité, charbon), en textile, en molécules chimiques... Notre appétit de ressources n'a fait qu'augmenter au cours des décennies et, si l'on en croit les estimations prospectives nationales comme mondiales, il n'est pas prêt d'être rassasié tant les besoins sont grands. Pourtant c'est une évidence, dans un monde où les ressources forestières sont renouvelables sous conditions mais surtout pas infinies, où la productivité des forêts françaises baisse du fait des changements climatiques, notre consommation de ressources forestières devra être mieux réfléchie.

Plus que jamais, nous devons réfléchir, expérimenter et rendre concrètes les idées de la transition écologique : sobriété, localisme, économie de la fonctionnalité, économie circulaire, hiérarchisation des usages, durabilité... Qu'est-ce que cela veut dire pour les filières forêt-bois de demain en France ? Notre réflexion est synthétisée dans un document de 16 pages qui vient d'être publié. Des exemples existent déjà comme le rappelle cette synthèse. Toutefois, l'enjeu de leur généralisation est immense. ■



 [Pour en savoir plus](#)

Monde

Accompagner les entreprises dans l'application du Règlement Déforestation de l'Union Européenne (RDUE)

A l'approche de l'application du Règlement Déforestation de l'Union Européenne (RDUE), le WWF souhaite accompagner les entreprises pour leur mise en conformité. Dans ce but le WWF a publié un guide pour les entreprises donnant des étapes à suivre pour se préparer et mettre en œuvre une diligence raisonnée adaptée. Le « European Union Deforestation Regulation Step-by-Step Guide for Business » s'adresse aux responsables de la mise en œuvre de systèmes et de procédures de conformité. Le guide inclut des recommandations pour atteindre la stricte conformité au RDUE et inscrire cette conformité dans une approche plus large de réduction de la déforestation et de la conversion.

Un autre outil développé par le WWF utile pour des entreprises soumises au RDUE est le Wood Risk Tool (Outil de Risque du Bois). Il existe de multiples ressources de qualité aujourd'hui pour aider les acheteurs de bois à identifier les risques concernant le bois (d'origine illégale ou bois lié à la déforestation ou à la dégradation des forêts). Mais ces ressources sont parfois fragmentées ou complexes à utiliser. L'outil a pour ambition de proposer une ressource centralisée et simple permettant une évaluation des risques liés à l'approvisionnement de bois et rediriger vers d'autres ressources plus approfondies, qu'importe le niveau de connaissance initial. Au-delà de la réglementation, le Wood Risk Tool propose aussi un résumé de l'approche préconisée par le WWF afin d'améliorer la durabilité des approvisionnements bois : par exemple, la certification FSC ne remplace pas la diligence raisonnée requise par la réglementation mais demeure un outil important pour s'assurer d'une gestion responsable des forêts qui prend en compte la biodiversité. ■



 [Rapport EUDR step-by-step guide](#)



 [Site Wood risk tool](#)

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Avec le WWF France, les acteurs publics, privés ou la société civile se mobilisent pour les forêts. Actions collégiales, partenariats transformationnels, bénévolat, subventions ou mécénats sont autant de modes d'actions pour agir sur le terrain.

France métropolitaine



Joyeux anniversaire Nature Impact !

1 AN

Le 10 mai 2023, le WWF France lançait Nature Impact, une initiative destinée à financer les projets de propriétaires forestiers souhaitant agir en faveur de la biodiversité dans les forêts françaises. Un an plus tard, le WWF France est fier du chemin parcouru : un premier appel à projets a permis le financement de cinq très beaux projets, 33 entreprises de toutes tailles se sont engagées et accompagnent l'initiative, et une communauté d'experts est activement impliquée dans le développement de l'initiative.

Pour célébrer le premier anniversaire de Nature Impact, le WWF France a souhaité réunir l'ensemble des contributeurs de l'initiative lors d'un événement organisé le 3 juillet dernier à Paris. Son objectif était de présenter les faits marquants de cette première année de lancement, les projets lauréats du premier appel à projets et de fédérer la communauté de contributeurs autour d'une thématique d'engagement commune qu'est la biodiversité. Grâce à leur confiance, 4,8 millions d'euros ont déjà été récoltés auprès d'entreprises de toutes tailles et de grands donateurs.

Au total, une vingtaine de mécènes ont pu rencontrer les équipes du WWF France impliquées de près dans le développement de l'initiative ainsi que Nicolas Goux, expert Biodiversité des forêts du Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie et membre du Comité Technique, qui a pu porter la parole de certains propriétaires et acteurs de terrain.



↑ Une vingtaine de mécènes de l'initiative se sont réunis pour célébrer le premier anniversaire de Nature Impact.

La suite va s'écrire ensemble. Nous avons besoin de plus de mécènes engagés et de projets forestiers ambitieux, pour amplifier l'impact et protéger la biodiversité des forêts françaises ! ■

 Vidéo de la soirée d'anniversaire de Nature Impact

FORÊTS VIVANTES La lettre du WWF-France sur les forêts

RÉDACTRICE EN CHEF : Luce-Eline Darteyron

CONTRIBUTEUR.TRICE.S :

> WWF France

Direction

Jean Burkard

Programme Forêt

Luce-Eline Darteyron - ledarteyron@wwf.fr

Anaïs Gentit - agentit@wwf.fr

Lisa King - lking@wwf.fr

Clément Lachaud - clachaud@wwf.fr

Daniel Vallauri - dvallauri@wwf.fr

Bureau de Guyane

Clément Villien - cvillien@wwf.fr

Bureau de Nouvelle-Calédonie

Hubert Géraux - hgeraux@wwf.nc

Direction du Plaidoyer

Julie Marsaud - jmarsaud@wwf.fr

Direction des Relations avec le monde économique

Loïc Burtin - lburtin@wwf.fr

Lucie Froton - lfroton@wwf.fr

Direction de la Communication

Margaux Béal - mbeal@wwf.fr

MAQUETTE : Sambou-Dubois



RESTEZ CONNECTÉ (À LA NATURE)

→ Tout savoir sur le [champ d'action "Vie des forêts"](#) du WWF

→ Retrouvez toutes les [lettres Forêts vivantes](#)

→ Pour recevoir ou vous désinscrire de la lettre *Forêts vivantes*, merci d'envoyer un mail à : lettre.forets@wwf.fr

